



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/865
7 novembre 1997

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 7 NOVEMBRE 1997, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU LUXEMBOURG
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration de la présidence de l'Union européenne relative à la situation en République du Congo publiée le 3 novembre 1997 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
du Luxembourg auprès de
l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Jean-Louis WOLZFELD

ANNEXE

[Original : anglais et français]

Déclaration faite le 3 novembre 1997 par la présidence
de l'Union européenne sur la situation en République
du Congo

L'Union européenne a suivi avec la plus grande préoccupation les développements intervenus en République du Congo. Elle rappelle qu'elle a toujours appuyé la médiation internationale entreprise par le Président de la République gabonaise, Hadj Omar Bongo, et par M. Mohammed Sahnoun, Représentant spécial des secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine. Elle regrette vivement que cette médiation n'ait pas abouti, et elle marque sa désapprobation quant au fait que la crise politique se soit transformée en conflit armé qui a apporté un changement de gouvernement sans que le peuple du Congo ait pu se prononcer dans des élections libres.

L'Union condamne toute ingérence extérieure en République du Congo, notamment l'intervention de forces étrangères, en violation de la Charte des Nations Unies, et demande que toutes les forces étrangères, mercenaires compris, soient immédiatement retirées.

L'Union déplore les nombreuses pertes en vies humaines que le conflit au Congo a causées, y compris parmi la population civile. Elle demande à M. Sassou Nguesso de respecter intégralement les droits fondamentaux de tous les habitants de la République du Congo, conformément aux dispositions pertinentes du droit international public, et d'éviter toute persécution suite au changement au pouvoir. Elle est préoccupée par le sort des ressortissants étrangers et des réfugiés qui vivent sur le territoire congolais et elle demande aux autorités de garantir leur sécurité. Elle leur demande également de retourner rapidement à l'ordre constitutionnel et de s'engager irrévocablement sur la voie de la paix et de la réconciliation nationale, qui sont aussi les conditions préalables au retour des réfugiés et à la reconstruction économique du pays.

L'Union demande aux autorités de relancer le processus démocratique et de préparer dans les meilleurs délais des élections démocratiques libres, transparentes et équitables qui devraient avoir lieu sous supervision internationale. Elle demande à toutes les parties au conflit de désarmer et de démobiliser les milices et de réintégrer leurs membres dans la vie civile.

L'Union européenne fournit une aide humanitaire d'urgence aux populations victimes du conflit armé. Une reprise de la coopération sera fonction des progrès réalisés sur les plans de la réconciliation nationale et de la légitimation des autorités.

Des pays d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie), un pays associé (Chypre) et deux pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen (Islande et Norvège), se joignent à cette déclaration.
